

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2003 — 2493

[C — 2003/12246]

3 MAI 2003. — Loi portant réglementation du contrat d'engagement maritime pour la pêche maritime et améliorant le statut social du marin pêcheur (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° « navire de pêche » : tout navire utilisé de manière rationnelle en mer en vue de la pêche maritime commerciale, pour lequel une licence de pêche a été délivrée par le service compétent pour la pêche maritime et mentionné comme tel sur la liste officielle des navires de pêche belges qui est publiée annuellement par le Service public fédéral Mobilité et Transports, Administration du Transport maritime;

2° « armateur » : toute personne physique ou morale, quels que soient sa dénomination ou le droit national en vertu duquel elle a été créée, qui exploite un ou plusieurs navires de pêche sous pavillon belge;

3° « marin pêcheur » : toute personne employée comme membre d'équipage d'un navire de pêche en exécution d'un contrat d'engagement conclu avec l'armateur.

La personne en question est considérée comme marin-pêcheur pendant toute la durée du voyage entre son domicile légal et le navire, quelque soit le mode de transport utilisé.

Il en va de même, à l'étranger, pour le voyage d'un navire de pêche vers un autre navire de pêche pour lequel le marin pêcheur a conclu un nouveau contrat d'engagement;

4° « voyage en mer » : le laps de temps qui s'écoule entre le moment où le navire de pêche quitte un port, d'une part, et le moment où il fait escale dans un port pour décharger le produit de sa pêche ou en raison d'une force majeure, d'autre part.

CHAPITRE II. — De l'engagement des marins pêcheurs

Section 1^{re}. — De l'agrément du marin pêcheur

Art. 3. Seuls les marins pêcheurs agréés peuvent être occupés sur un navire de pêche en qualité de membre d'équipage dans le cadre d'un contrat d'engagement pour la pêche maritime.

Le Roi fixe, sur l'avis de la commission paritaire de la pêche maritime, les conditions et les modalités relatives à l'agrément, à la suspension ou au retrait de l'agrément des marins pêcheurs. Il précise également les cas dans lesquels un marin pêcheur peut travailler, temporairement et à titre exceptionnel, sans agrément sur un navire de pêche.

Lors de l'agrément, le marin pêcheur se voit attribuer un numéro d'agrément.

Section 2. — Du contrat d'engagement pour la pêche maritime

Art. 4. Toute convention en vertu de laquelle un marin pêcheur s'engage envers l'armateur ou son préposé à servir à bord d'un navire de pêche au cours d'un voyage en mer de ce navire de pêche est un contrat d'engagement pour la pêche maritime, qui est régi par les dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2003 — 2493

[C — 2003/12246]

3 MEI 2003. — Wet tot regeling van de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij en tot verbetering van het sociaal statuut van de zeevisser (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° « vissersschip » : elk schip dat doelmatig op zee wordt ingezet voor de commerciële zeevisserij, waarvoor door de bevoegde dienst voor de zeevisserij een visvergunning werd afgeleverd en dat als dusdanig voorkomt op de officiële lijst van Belgische vissersschepen, jaarlijks uitgegeven door de Federale Overheidsdienst Mobilité en Vervoer, Bestuur van Maritiem Vervoer;

2° « reder » : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, ongeacht de benaming of het nationaal recht volgens hetwelk zij is opgericht, die één of meerdere vissersschepen uitbaat onder Belgische vlag;

3° « zeevisser » : elke persoon die als bemanningslid van een vissersschip wordt tewerkgesteld in uitvoering van een arbeidsovereenkomst met de reder gesloten.

Gedurende de heen- en terugreis tussen de woonplaats en het vissersschip, wordt de persoon echter ook als zeevisser aanzien, ongeacht de wijze van vervoer.

Dit is eveneens het geval, in het buitenland, voor de reis van een vissersschip naar een ander vissersschip waarvoor de zeevisser een nieuwe arbeidsovereenkomst heeft gesloten;

4° « zeereis » : het tijdsverloop tussen het vertrek van het vissersschip uit een haven, enerzijds, en het aanlopen van een haven waar de vangst wordt gelost of het aanlopen van een haven in gevallen van overmacht, anderzijds.

HOOFDSTUK II. — Aanwerving van zeevisser

Afdeling 1. — Erkenning van de zeevisser

Art. 3. Alleen erkende zeevisseren mogen als bemanningslid in het kader van een arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij op een vissersschip worden tewerkgesteld.

Op advies van het Paritair Comité voor de zeevisserij, bepaalt de Koning de voorwaarden en de nadere regelen met betrekking tot de erkenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning van de zeevisseren. Hij bepaalt daarin tevens de gevallen waarin een zeevisser tijdelijk en op uitzonderlijke wijze zonder erkenning op een vissersschip kan worden tewerkgesteld.

Bij de erkenning wordt aan de zeevisser een erkenningsnummer toegekend.

Afdeling 2. — De arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij

Art. 4. Elke overeenkomst, krachtens welke een zeevisser zich tegenover de reder of zijn gemachtigde verbindt om aan boord van een vissersschip arbeid te verrichten tijdens de zeereis van dit vissersschip, is een arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij, welke door de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten wordt geregeld.

Art. 5. § 1^{er}. Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux contrats d'engagement pour la pêche maritime qui sont conclus, même en Belgique, par un marin pêcheur belge en vue d'un service à bord d'un navire étranger.

§ 2. Les dispositions de la présente loi sont applicables au contrat d'engagement pour la pêche maritime à bord de navires de pêche belges, quels que soient le lieu où le contrat a été conclu et la nationalité de l'armateur ou du marin pêcheur.

§ 3. La conclusion d'un contrat d'engagement sur la base de la présente loi entraîne de plein droit l'application des dispositions de celle-ci ainsi que des dispositions du régime de sécurité sociale belge pour les marins pêcheurs, quelle que soit la nationalité de l'armateur ou du marin pêcheur.

Art. 6. § 1^{er}. Les marins pêcheurs qui concluent un contrat d'engagement pour la pêche maritime doivent posséder, dans le cadre de leur profession, une connaissance linguistique suffisante pour pouvoir comprendre tous les ordres et toutes les instructions relatifs au travail à effectuer.

L'armateur ou son préposé qui signe le contrat d'engagement vérifie si le marin pêcheur satisfait à cette condition.

§ 2. Le marin pêcheur ne peut conclure un contrat d'engagement pour la pêche maritime que s'il est libre de tout autre engagement pour la pêche maritime.

Il en fournit la preuve par les inscriptions dans le livret du marin pêcheur, et plus particulièrement, par la date de la fin du dernier contrat d'engagement.

§ 3. Avant de pouvoir conclure un premier contrat d'engagement pour la pêche maritime, le marin pêcheur se soumet, chez un médecin agréé par l'Office du contrôle de la navigation, à un examen médical, duquel il doit résulter que son embarquement ne présente aucun danger pour sa propre santé ni pour celle de l'équipage.

Le médecin qui a pratiqué l'examen délivre un certificat médical.

Les frais de l'examen sont à charge de l'armateur. Pendant le reste de sa carrière, le marin pêcheur se soumet périodiquement à un examen médical, comme le prévoient les réglementations concernées. Les frais de ces examens périodiques sont également à charge de l'armateur.

§ 4. Au moment de conclure un contrat d'engagement, l'armateur ou son préposé vérifie si le marin pêcheur possède les certificats d'aptitude à la navigation nécessaires à l'exercice de la fonction convenue à bord du navire. Il vérifie également si le marin pêcheur satisfait à toutes les autres conditions fixées dans la réglementation concernée.

Art. 7. § 1^{er}. Le marin pêcheur est engagé par l'armateur même ou par son préposé. Dans ce dernier cas, le préposé doit faire clairement état de cette qualité dans le contrat d'engagement. Sur avis de la commission paritaire de la pêche maritime, le Roi fixe les modalités selon lesquelles le préposé peut justifier de sa qualité.

§ 2. Le contrat d'engagement pour la pêche maritime ne peut être conclu que par le marin pêcheur lui-même. Il n'est pas valable s'il est conclu avec l'armateur ou son préposé par une personne interposée. Le marin pêcheur doit signer personnellement le contrat d'engagement.

Art. 8. Le contrat d'engagement pour la pêche maritime est conclu pour la durée d'un voyage en mer et est renouvelable.

Ce contrat d'engagement porte également sur les travaux qui sont nécessaires pour préparer le navire à prendre la mer, ainsi que sur certains travaux qui doivent être effectués après l'accostage du navire. Ces derniers travaux sont définis par le Roi, sur avis de la Commission paritaire de la pêche maritime.

Par préparer le navire à prendre la mer, au sens de l'alinéa précédent, on entend la réalisation de tous les travaux nécessaires en vue de mettre le navire lui-même et les équipements dans un état propre à permettre la pêche dès l'arrivée du navire sur les lieux de pêche.

Art. 5. § 1. De bepalingen van deze wet zijn niet van toepassing op de arbeidsovereenkomsten wegens scheepsdienst voor de zeevisserij, door een Belgische zeevisser gesloten, zelfs in België, voor de dienst aan boord van een vreemd vissersschip.

§ 2. De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de arbeidsovereenkomsten wegens scheepsdienst voor de zeevisserij aan boord van Belgische vissersschepen, ongeacht de plaats van het sluiten van de arbeidsovereenkomst en ongeacht de nationaliteit van de reder of de zeevisser.

§ 3. Door het sluiten van een arbeidsovereenkomst op basis van deze wet worden de bepalingen van deze wet alsook het Belgisch sociaal zekerheidsstelsel voor zeevissers van rechtswege van toepassing, ongeacht de nationaliteit van de reder of de zeevisser.

Art. 6. § 1. Zeevissers die een arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij sluiten, dienen voldoende professionele taalkennis te bezitten om alle bevelen en onderrichtingen in verband met het uit te voeren werk te kunnen begrijpen.

De reder of zijn gemachtigde die de arbeidsovereenkomst ondertekent, is verplicht na te gaan of de zeevisser deze voorwaarde vervult.

§ 2. Een zeevisser kan slechts een arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij sluiten, indien hij vrij is van elke andere overeenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij.

Het bewijs daarvan dient te worden geleverd door de inschrijvingen in het zeemansboek van de zeevisser, meer specifiek door de datum van beëindiging van de laatste arbeidsovereenkomst.

§ 3. Vooraleer een eerste arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij te sluiten, dient de zeevisser een geneeskundig onderzoek te ondergaan bij een door de scheepvaartcontrole erkende geneesheer, en moet bij dit geneeskundig onderzoek zijn vastgesteld dat de inscheping van de zeevisser geen gevaar oplevert voor zijn eigen gezondheid of die van de bemanning.

De geneesheer die het onderzoek heeft gedaan, levert een medisch getuigschrift af.

De kosten van het onderzoek zijn ten laste van de reder. Tijdens zijn verdere loopbaan dient de zeevisser zich periodiek aan een geneeskundig onderzoek te onderwerpen, zoals is bepaald in de desbetreffende reglementeringen. De kosten van die periodieke onderzoeken zijn eveneens ten laste van de reder.

§ 4. Bij het sluiten van de arbeidsovereenkomst dient de reder of zijn gemachtigde na te gaan of de zeevisser in het bezit is van de nodige vaartbevoegdheidsbewijzen voor het uitoefenen van de overeengekomen functie aan boord van het schip. Ook dient hij na te gaan of de zeevisser voldoet aan alle andere vereisten zoals bepaald in de desbetreffende reglementering.

Art. 7. § 1. De zeevisser wordt aangeworven door de reder zelf of door zijn gemachtigde. In het laatste geval moet de gemachtigde in de arbeidsovereenkomst duidelijk melding maken van deze hoedanigheid. Op advies van het Paritair Comité voor de zeevisserij, bepaalt de Koning de wijze waarop de gemachtigde zijn of haar hoedanigheid kan bewijzen.

§ 2. De arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij kan alleen door de zeevisser zelf worden gesloten. Zij is niet geldig wanneer zij door een tussenpersoon met de reder of zijn gemachtigde wordt aangegaan. De zeevisser dient zelf de arbeidsovereenkomst te ondertekenen.

Art. 8. De arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij wordt gesloten voor de duur van een zeereis en is hernieuwbaar.

Deze arbeidsovereenkomst omvat tevens de werkzaamheden die nodig zijn om het visserschip zeeklaar te maken, alsmede sommige werkzaamheden die na het aanleggen van het vissersschip moeten worden verricht. Laatstgenoemde werkzaamheden worden, op advies van het Paritair Comité voor de zeevisserij, door de Koning bepaald.

Onder zeeklaar maken als bedoeld in vorig lid dient te worden verstaan alle noodzakelijke werkzaamheden om zowel het vissersschip zelf als de uitrusting ervan in een dergelijke staat te brengen, dat bij het aankomen op de visgronden, de visserij onmiddellijk kan worden aangevat.

Art. 9. § 1^{er}. Le contrat d'engagement pour la pêche maritime doit être rédigé préalablement et en termes clairs.

§ 2. Le contrat d'engagement écrit visé au paragraphe précédent doit au moins indiquer :

- 1° la date et le lieu de conclusion du contrat;
- 2° les nom, prénom et domicile de l'armateur ou de son préposé.

Si l'armateur est une personne morale, sa dénomination officielle et l'adresse de son siège social doivent être indiquées;

- 3° les nom, prénoms et domicile du marin pêcheur, ainsi que son numéro d'agrément;
- 4° le nom, le port d'attache et le numéro du navire de pêche à bord duquel la fonction doit être exercée;
- 5° le lieu, la date et l'heure de l'embarquement;
- 6° la fonction que le marin pêcheur devra exercer;
- 7° la rémunération et le mode de rémunération.

§ 3. Le contrat d'engagement doit être conforme aux modalités relatives à sa forme et à son contenu, qui sont fixées par le Roi sur l'avis de la Commission paritaire de la pêche maritime et en tenant compte des différentes formes de pêche maritime.

Art. 10. Toute clause contraire aux dispositions de la présente loi est nulle dans la mesure où elle tend à limiter les droits du marin pêcheur ou à alourdir ses obligations.

Art. 11. A la conclusion du contrat d'engagement, un exemplaire du contrat est remis au marin pêcheur et un autre exemplaire est envoyé à l'organisation d'employeurs agréée visée à l'article 26. Un exemplaire est également conservé à bord du navire, où il peut être consulté à tout moment par le marin pêcheur.

Section 3. — Du registre matricule général des marins pêcheurs et du livret de marin

Art. 12. § 1^{er}. Toute personne engagée pour la première fois dans le cadre d'un contrat d'engagement pour la pêche maritime doit être inscrite dans le registre matricule général des marins pêcheurs.

§ 2. Si le premier contrat d'engagement est conclu dans un port étranger, l'armateur est tenu d'envoyer, dans les dix jours ouvrables, une copie du contrat d'engagement à l'agent chargé du contrôle de la navigation. Le Roi peut fixer les modalités d'envoi sur avis de la Commission paritaire de la pêche maritime.

§ 3. Le Roi détermine la manière dont le registre matricule général des marins pêcheurs est tenu à jour.

Art. 13. Au plus tard quinze jours ouvrables après l'inscription au registre matricule général, l'agent chargé du contrôle de la navigation à Ostende crée un livret de marin pour le marin pêcheur concerné. Ce livret de marin est expédié par envoi recommandé à l'adresse du marin pêcheur mentionnée dans le contrat d'engagement.

Dans le même délai, le marin pêcheur peut aussi aller retirer personnellement son livret de marin auprès du service concerné.

Art. 14. § 1^{er}. Le livret de marin reproduit le numéro du matricule général des marins pêcheurs.

§ 2. Il contient en outre les données suivantes :

- 1° le signalement du titulaire, ses nom et prénoms, la date et le lieu de sa naissance, son domicile, la qualité en laquelle il est engagé conformément au contrat d'engagement ainsi que son numéro d'agrément;
- 2° la date du premier contrat d'engagement, le nom et le numéro du navire de pêche, son tonnage brut, la puissance de son moteur et le nom du patron de pêche;
- 3° la date et le lieu de la fin du premier engagement;
- 4° ensuite, les dates et les lieux de conclusion des contrats d'engagement suivants ainsi que les dates et les lieux de la fin de ces contrats, le nom et le numéro du navire de pêche, son tonnage brut, la puissance de son moteur et le nom de son patron.

Le livret de marin reproduit en outre les dispositions principales de la présente loi.

Art. 9. § 1. De arbeidsovereenkomst wegens scheepdienst voor de zeevisserij moet voorafgaandelijk schriftelijk en in klare bewoordingen zijn opgesteld.

§ 2. De in voorgaande paragraaf bedoelde schriftelijke arbeidsovereenkomst dient tenminste te vermelden :

- 1° de datum en plaats van het sluiten van de overeenkomst;
- 2° de naam, voornaam en woonplaats van de reder of zijn gemachtigde.

Indien de reder een rechtspersoon is, dienen de officiële benaming ervan en het adres van de maatschappelijke zetel te worden vermeld;

- 3° de naam, voornamen en de woonplaats van de zeevisser, alsmede zijn erkenningsnummer;
- 4° de naam, de thuishaven en het nummer van het vissersschip waarop de functie moet worden uitgeoefend;
- 5° de plaats, datum en uur van de inscheping;
- 6° de functie die de zeevisser zal moeten uitoefenen;
- 7° het loon en de wijze van betaling van het loon.

§ 3. De arbeidsovereenkomst moet in overeenstemming zijn met de nadere regelen inzake de vorm en de inhoud ervan die, op advies van het Paritair Comité voor de zeevisserij en rekening houdend met de verschillende vormen van zeevisserij, door de Koning worden bepaald.

Art. 10. Alle met de bepalingen van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten strijdige bedingen zijn nietig voor zover zij ertoe strekken de rechten van de zeevisser in te korten of zijn verplichtingen te verzwaren.

Art. 11. Bij het sluiten van de arbeidsovereenkomst wordt een exemplaar overhandigd aan de zeevisser en wordt een ander exemplaar overgezonden aan de erkende organisatie van werkgevers bedoeld bij artikel 26. Tevens dient zich een exemplaar van de arbeidsovereenkomst aan boord van het vissersschip te bevinden, waar de zeevisser het op elk ogenblik moet kunnen inkijken.

Afdeling 3. — Algemeen stamboek der zeevissers en zeemansboek

Art. 12. § 1. Wanneer een persoon voor de eerste maal in het kader van een arbeidsovereenkomst wegens scheepdienst voor de zeevisserij wordt aangeworven, dient hij in het algemeen stamboek der zeevissers te worden ingeschreven.

§ 2. Indien de eerste arbeidsovereenkomst in een buitenlandse haven wordt gesloten, is de reder ertoe gehouden een afschrift van de arbeidsovereenkomst binnen tien werkdagen over te zenden aan de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaar. Op advies van het Paritair Comité voor de zeevisserij, kan de Koning de nadere regelen betreffende de wijze van verzending bepalen.

§ 3. De Koning bepaalt de wijze waarop het algemeen stamboek der zeevissers wordt bijgehouden.

Art. 13. Uiterlijk vijftien werkdagen na de inschrijving in het algemeen stamboek der zeevissers maakt de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaar te Oostende een zeemansboek op voor de betrokken zeevisser. Dit zeemansboek wordt aangetekend opgestuurd naar het adres van de zeevisser, zoals dit vermeld wordt in de arbeidsovereenkomst.

Binnen dezelfde periode kan de zeevisser zijn zeemansboek ook persoonlijk afhalen bij de betrokken dienst.

Art. 14. § 1. Het zeemansboek draagt het nummer van het algemeen stamboek der zeevissers.

§ 2. Het zeemansboek bevat tevens de volgende gegevens :

- 1° de persoonsbeschrijving van de titularis, zijn naam en zijn voornamen, de datum en de plaats van zijn geboorte, zijn woonplaats, de hoedanigheid waarin hij volgens de arbeidsovereenkomst is aangenomen, alsmede zijn erkenningsnummer;
- 2° de datum van de eerste arbeidsovereenkomst, de naam en het nummer van het vissersschip, de brutotonnenmaat ervan, het motorvermogen en de naam van de schipper;
- 3° de datum en plaats van het beëindigen van de eerste arbeidsovereenkomst;
- 4° vervolgens de data en plaatsen van het sluiten van de volgende arbeidsovereenkomsten en de data en plaatsen van het beëindigen ervan, de naam en het nummer van het vissersschip, de brutotonnenmaat ervan, het motorvermogen en de naam van de schipper.

Het zeemansboek bevat bovendien de belangrijkste bepalingen van deze wet.

§ 3. Toute nouvelle inscription dans le livret de marin est signée par le marin pêcheur et le patron.

§ 4. Le Roi fixe, pour le reste, la forme et le modèle du livret de marin, la rétribution qui est due et les modalités du paiement de celle-ci.

CHAPITRE III. — Des droits et obligations du marin pêcheur

Art. 15. § 1^{er}. Le marin pêcheur est tenu de se rendre à bord du navire de pêche au lieu, au jour et à l'heure fixés par le contrat d'engagement.

§ 2. Tout retard non justifié du marin pêcheur, à la suite duquel celui-ci ne commence pas son service à bord au moment convenu, pourra être considéré par l'armateur ou par son préposé comme une juste cause de résiliation du contrat, sans que l'indemnité visée à l'article 55, § 1^{er}, soit due.

Si, à la suite du retard non justifié du marin pêcheur visé à l'alinéa 1^{er}, l'armateur subit une perte économique, le marin pêcheur est tenu d'indemniser l'armateur à concurrence de cette perte.

§ 3. Au cours du voyage en mer, toute absence à bord du marin pêcheur sans autorisation du patron de pêche, au moment où le navire appareille, constitue, même à l'étranger, une juste cause de résiliation du contrat, sans que l'indemnité visée à l'article 55, § 1^{er}, soit due.

Art. 16. § 1^{er}. Le marin pêcheur est tenu d'effectuer ses prestations selon les conditions fixées dans le contrat d'engagement, dans la présente loi et dans les règlements, et conformément aux usages en vigueur.

Il est tenu en tout temps d'obtempérer aux ordres de ses supérieurs hiérarchiques.

§ 2. Le marin pêcheur est tenu de coopérer au sauvetage de son propre navire, de tout autre navire ou de débris, d'effets et de cargaisons naufragés, et de porter assistance à tout bâtiment en danger.

§ 3. Sans préjudice des dispositions de l'article 17, le marin pêcheur n'est pas tenu d'exercer une fonction autre que celle convenue dans le contrat d'engagement, hormis dans les cas de force majeure, dont le patron de pêche est juge.

Art. 17. § 1^{er}. S'il est constaté, au cours du voyage en mer ou à l'étranger, que le marin pêcheur n'a pas les connaissances théoriques et l'expérience requises pour exercer la fonction convenue dans le contrat d'engagement, il peut être astreint à tout autre travail que le patron de pêche jugera utile et sa rémunération subira, s'il y a lieu, une réduction proportionnelle.

§ 2. Lorsque, en application de l'article 16, § 3, le marin pêcheur doit, pendant la durée du contrat d'engagement, remplir des tâches qui sont autres que celles pour lesquelles il a été engagé, et auxquelles est attaché un salaire supérieur au sien, il a droit à ce salaire pour la période pendant laquelle il a rempli ces tâches.

Art. 18. § 1^{er}. Il est interdit au marin pêcheur de transporter pour son propre compte des marchandises sur le navire, sauf autorisation écrite de l'armateur ou de son préposé.

§ 2. Il est interdit au marin pêcheur d'embarquer des boissons alcooliques, des stupéfiants ou des hallucinogènes, que ce soit pour son usage personnel ou non.

§ 3. La disposition du paragraphe précédent ne vaut pas pour les boissons légèrement alcoolisées dont l'embarquement peut être considéré comme normal en fonction de la durée du voyage et du nombre de membres d'équipage.

§ 4. Le marin pêcheur qui contrevient aux dispositions du présent article est tenu de tous les dommages, amendes fiscales ou sanctions encourus par le navire de pêche en raison de l'infraction, sans préjudice du droit du patron de saisir ou de détruire lesdites substances.

Art. 19. Le marin pêcheur prend dûment soin de tous les instruments, machines et objets que l'armateur met à sa disposition pour l'exercice de sa fonction. En cas de destruction ou de détérioration manifestement volontaire, il est tenu de payer des dommages-intérêts à l'armateur.

§ 3. Elke nieuwe inschrijving in het zeemansboek dient ondertekend te zijn door de zeevisser en de schipper.

§ 4. De Koning bepaalt voor het overige de vorm en de inhoud van het zeemansboek, de verschuldigde retributie en de wijze van betaling daarvan.

HOOFDSTUK III. — Rechten en plichten van de zeevisser

Art. 15. § 1. De zeevisser dient zich aan boord van het vissersschip te begeven op de plaats, datum en uur in de arbeidsovereenkomst bepaald.

§ 2. Elke niet-gerechtigde vertraging van de zeevisser, waardoor deze zijn dienst aan boord niet begint op het overeengekomen tijdstip, kan door de reder of zijn gemachtigde beschouwd worden als een rechtmatige oorzaak van onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst zonder dat de vergoeding bedoeld bij artikel 55, § 1, verschuldigd is.

Wordt ingevolge de bij het eerste lid bedoelde niet-gerechtigde vertraging van de zeevisser economisch verlies geleden door de reder, dan is de zeevisser gehouden dit verlies aan de reder te vergoeden.

§ 3. Tijdens de zeereis is elke afwezigheid van boord zonder toelating van de schipper een rechtmatige oorzaak van onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst zonder dat de vergoeding bedoeld bij artikel 55, § 1, verschuldigd is, zelfs in het buitenland, indien de zeevisser niet aan boord is op het ogenblik van de afvaart van het vissersschip.

Art. 16. § 1. De zeevisser is gehouden zijn dienst te verrichten in de voorwaarden bepaald in de arbeidsovereenkomst, deze wet en de van kracht zijnde reglementen en gebruiken.

Hij is steeds gehouden tot gehoorzaamheid aan de bevelen van zijn hiërarchische meerderen.

§ 2. De zeevisser is gehouden mede te werken aan het bergen van het eigen vissersschip, hetzij van een ander schip, hetzij van de verongelukte overblijfsels, goederen en ladingen, alsmede tot het verlenen van bijstand aan elk in gevaar verkerend vaartuig.

§ 3. Onverminderd het bepaalde in artikel 17, is de zeevisser niet gehouden een andere functie te verrichten dan die welke in de arbeidsovereenkomst overeengekomen is, buiten de gevallen van overmacht, waarover de schipper oordeelt.

Art. 17. § 1. Indien tijdens de zeereis of in het buitenland wordt vastgesteld dat het de zeevisser ontbreekt aan de noodzakelijke theoretische kennis en praktijkervaring voor het uitvoeren van de functie welke in de arbeidsovereenkomst overeengekomen is, dan kan de zeevisser verplicht worden tot elk ander werk waarover de schipper zal oordelen en wordt het loon van de zeevisser, indien daartoe aanleiding bestaat, naar evenredigheid verminderd.

§ 2. Wanneer de zeevisser met toepassing van artikel 16, § 3, tijdens de duur van de arbeidsovereenkomst andere werkzaamheden moet verrichten dan deze waarvoor hij is aangenomen, en indien aan die werkzaamheden een hoger loon verbonden is dan het zijne, dan heeft hij recht op dat loon voor de tijd dat hij die werkzaamheden heeft uitgevoerd.

Art. 18. § 1. Het is de zeevisser verboden, tenzij schriftelijke toestemming van de reder of zijn gemachtigde, goederen voor eigen rekening aan boord van het vissersschip te vervoeren.

§ 2. Het is de zeevisser verboden om alcoholische, verdoevende of hallucinatief verwekkende stoffen aan boord te hebben, al dan niet voor eigen gebruik.

§ 3. Het bepaalde in de vorige paragraaf heeft geen betrekking op licht alcoholische dranken, die als normaal kunnen worden beschouwd volgens de duur van de geplande zeereis en het aantal bemanningsleden.

§ 4. De zeevisser die de bepalingen van dit artikel overtreedt, is aansprakelijk voor alle schade, fiscale geldboeten of straffen door het vissersschip daardoor opgelopen, onverminderd het recht van de schipper om dergelijke stoffen in beslag te nemen of te vernietigen.

Art. 19. De zeevisser moet behoorlijk zorg dragen voor alle instrumenten, machines en voorwerpen die hem door de reder voor de uitoefening van zijn functie ter beschikking worden gesteld. In geval van duidelijke vrijwillige vernieling of beschadiging is hij tegenover de reder tot schadeloosstelling gehouden.

Art. 20. § 1^{er}. Si un marin pêcheur débarqué laisse à bord des effets personnels, le patron, assisté de deux marins pêcheurs, est tenu d'en dresser l'inventaire et de remettre celui-ci à l'Office de contrôle de la navigation. Si le patron lui-même est débarqué, cette tâche incombe au second.

§ 2. L'armateur est tenu de veiller à ce que soient restitués au marin pêcheur lui-même ou à ses ayants droit les biens qui lui appartiennent, dans les trente jours du débarquement.

CHAPITRE IV. — *Des droits et obligations de l'armateur*

Art. 21. L'armateur ou son préposé est tenu d'engager un nombre suffisant de marins pêcheurs ayant les qualifications requises pour assurer l'exploitation normale du navire, eu égard à la réglementation en vigueur.

Art. 22. L'armateur est tenu de fournir au marin pêcheur, à bord du navire, un logement bien aménagé proportionné au nombre d'occupants et réservé à leur usage. Il est également tenu de fournir des équipements sanitaires satisfaisants.

Art. 23. La perte ou la destruction d'effets personnels du marin pêcheur par suite d'un naufrage, d'un incendie à bord ou d'un autre cas fortuit ou d'un cas de force majeure est à charge de l'armateur. Le Roi fixe les modalités d'application de la présente disposition sur avis de la Commission paritaire de la pêche maritime.

Art. 24. § 1^{er}. L'armateur doit veiller à ce que les marins pêcheurs puissent disposer des tenues de protection habituelles et à ce que celles-ci soient en nombre suffisant à bord.

§ 2. L'armateur doit veiller à ce que les marins pêcheurs disposent d'un matériel suffisant pour qu'ils puissent accomplir leurs tâches et à ce que ce matériel soit en bon état.

Art. 25. La clause aux termes de laquelle l'armateur se réserve le droit de modifier unilatéralement les conditions du contrat d'engagement est nulle.

Art. 26. Sur avis de la Commission paritaire de la pêche maritime le Roi peut obliger les employeurs relevant de cette commission à s'affilier à une organisation d'employeurs agréée par Lui. Cette organisation remplit, en qualité de mandataire, toutes les obligations découlant pour les employeurs concernés, en vertu de la législation individuelle et collective sur le travail et de la législation sur la sécurité sociale, en ce compris la loi sur les accidents du travail, de l'engagement de travailleurs relevant de ladite commission paritaire.

Art. 27. L'armateur verse le salaire conformément aux dispositions du chapitre V.

CHAPITRE V. — *Du salaire du marin pêcheur*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 28. Les dispositions de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs s'appliquent aux marins pêcheurs pour les questions de protection de la rémunération qui ne sont pas réglées par la présente loi ou par ses arrêtés d'exécution.

Art. 29. Le marin pêcheur est rémunéré sur la base d'un salaire variable équivalant à un pourcentage du revenu brut total de la pêche réalisée au cours du voyage en mer concerné.

Sur avis de la commission paritaire de la pêche maritime, le Roi détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par produit brut de la pêche réalisée au cours du voyage en mer et quels montants pourront être déduits de ce produit en vue de calculer le salaire variable visé à l'alinéa précédent. A cet égard, une distinction pourra être établie en fonction des diverses catégories de navires ou des zones maritimes dans lesquelles ceux-ci déploient leur activité.

Art. 30. § 1^{er}. Le salaire auquel le marin pêcheur a droit en vertu de l'article 29 ne peut en aucun cas être inférieur au montant obtenu en multipliant le salaire journalier minimum garanti, qui sera fixé par une convention collective de travail rendue obligatoire par le Roi, par le nombre de journées de voyage en mer.

Art. 20. § 1. Wanneer een zeevisser die ontscheept wordt aan boord persoonlijke goederen achterlaat, moet de schipper, bijgestaan door twee zeevissers, daarvan een inventaris opmaken en deze afgeven aan de Dienst van de scheepvaartcontrole. Indien de schipper zelf ontscheept wordt, dient de stuurman dit te doen.

§ 2. De reder dient er voor te zorgen dat de in voorgaande paragraaf bedoelde goederen aan de zeevisser of zijn rechthebbenden worden terugbezorgd binnen dertig dagen na de datum van ontscheeping.

HOOFDSTUK IV. — *Rechten en plichten van de reder*

Art. 21. De reder of zijn gemachtigde is verplicht te zorgen voor een voldoende aantal zeevissers, elk met de vereiste kwalificaties, om de normale exploitatie van het vissersschip te verzekeren, rekening houdend met de bestaande reglementering.

Art. 22. De reder moet de zeevisser aan boord van het vissersschip een goed ingericht logies bezorgen, dat ruimte biedt naar evenredigheid van het aantal er in onder te brengen zeelieden en dat uitsluitend tot hun gebruik is bestemd. Tevens dient hij te zorgen voor een behoorlijke sanitaire uitrusting.

Art. 23. Het verlies, de beschadiging of de vernietiging van persoonlijke goederen van de zeevisser ten gevolge van schipbreuk, brand aan boord of andere onvoorziene voorvallen of overmacht, komt ten laste van de reder. Op advies van het Paritair Comité voor de zeevisserij, bepaalt de Koning de nadere regelen hieromtrent.

Art. 24. § 1. De reder dient er voor te zorgen dat de zeevissers kunnen beschikken over de gebruikelijke beschermingskledij en dat deze in voldoende aantal aan boord is.

§ 2. De reder dient er voor te zorgen dat de zeevissers beschikken over voldoende materiaal om hun taak uit te voeren en dat dit materiaal in goede staat is.

Art. 25. Het beding waarbij de reder zich het recht voorbehoudt om de voorwaarden van de arbeidsovereenkomst eenzijdig te wijzigen, is nietig.

Art. 26. Op advies van het Paritair Comité voor de zeevisserij kan de Koning de werkgevers die onder dit comité ressorteren, verplichten zich aan te sluiten bij een door Hem erkende organisatie van werkgevers. Deze organisatie vervult, in de hoedanigheid van lasthebber, alle verplichtingen die voor de betrokken werkgevers krachtens de individuele en collectieve arbeidswetgeving en de sociale zekerheidswetgeving, met inbegrip van de arbeidsongevallenwet, voortvloeden uit de tewerkstelling van de werknemers die onder dit paritair comité ressorteren.

Art. 27. De reder is verplicht het loon te betalen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk V.

HOOFDSTUK V. — *Loon van de zeevisser*

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 28. De bepalingen van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers zijn voor de zeevisserij van toepassing voor die aangelegenheden inzake loonbescherming welke niet door deze wet en haar uitvoeringsbesluiten worden geregeld.

Art. 29. De zeevisser wordt vergoed op basis van een variabel loon gelijk aan een procentueel aandeel in de totale bruto-opbrengst van de tijdens de betrokken zeereis gerealiseerde vangst.

Op advies van het Paritair Comité voor de zeevisserij, bepaalt de Koning wat onder de bruto-opbrengst van de gerealiseerde vangst van de betrokken zeereis wordt begrepen en welke bedragen daarvan mogen worden afgetrokken om het variabel loon zoals bedoeld in vorig lid te berekenen. Daarbij mag een onderscheid worden gemaakt volgens de verschillende categorieën van vaartuigen of volgens de zeegebieden waarin deze hun activiteiten uitoefenen.

Art. 30. § 1. In geen geval mag het loon waarop de zeevisser op grond van artikel 29 recht heeft lager zijn dan het bedrag dat bekomen wordt door het gewaarborgd minimumdagloon, dat bij een collectieve arbeidsovereenkomst, door de Koning algemeen verbindend verklaard, zal worden vastgesteld, te vermenigvuldigen met het aantal dagen van de zeereis.

Pour la fixation du salaire journalier minimum garanti visé à l'alinéa précédent, une distinction pourra être établie sur la base des critères suivants :

- le tonnage brut du navire de pêche;
- la fonction exercée à bord;
- la durée du voyage du marin pêcheur;
- les zones maritimes dans lesquelles le navire exerce habituellement son activité.

Le salaire journalier minimum garanti ne peut en aucun cas être inférieur au revenu mensuel minimum garanti des ouvriers, converti en salaire journalier.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, il y a lieu d'entendre par journées de voyage en mer, toutes les journées comprises dans le laps de temps visé à l'article 2, 4^o, en ce compris les travaux qui doivent être effectués après l'accostage du navire de pêche, prévus à l'article 8, alinéa 2.

La présence en mer d'une durée minimale de quatre heures au cours d'une journée est considérée comme une journée de voyage en mer. La sortie en mer d'un navire pendant une durée n'excédant pas 24 heures est considérée comme formant une journée de voyage en mer. Une sortie en mer d'un navire pendant une durée excédant 24 heures ou un multiple de 24 heures correspond à une ou plusieurs journées de voyage en mer supplémentaires.

§ 3. Si le salaire variable auquel le marin pêcheur a droit en vertu de l'article 29 est inférieur au salaire minimum garanti obtenu par application des §§ 1^{er} et 2, la différence doit être suppléée par l'armateur.

Art. 31. § 1^{er}. Si le départ du navire de pêche est retardé à cause de l'armateur ou de son préposé, le marin pêcheur a droit à une indemnité égale au salaire journalier minimum garanti visé à l'article 30, § 1^{er}, multiplié par le nombre de jours de retard.

§ 2. Si le retard est dû à un tiers, membre de l'équipage ou non, et si l'armateur reçoit une indemnité pour ce retard, le marin pêcheur a droit à l'indemnité visée au § 1^{er}, calculée au prorata de l'indemnité perçue par l'armateur.

Art. 32. § 1^{er}. En cas de prise ou de capture du navire de pêche, ainsi qu'en cas de déclaration d'innavigabilité ou de saisie-arrêt, le marin pêcheur a droit à son salaire tant qu'il doit rester à bord.

§ 2. Si le retard du navire excède trois jours civils successifs, l'armateur, son préposé, le patron de pêche et le marin pêcheur peuvent immédiatement mettre fin au contrat d'engagement sans que l'indemnité visée à l'article 55, § 1^{er}, soit due.

Art. 33. Si le marin pêcheur décède pendant la durée du contrat d'engagement, le salaire et les indemnités auxquels le marin pêcheur avait droit jusqu'au jour de son décès sont dus à ses ayants droit.

Art. 34. En cas de naufrage du navire de pêche pendant la durée du contrat d'engagement, le marin pêcheur ou ses ayants droit ont droit à une indemnité correspondant au salaire convenu pour toute la durée du voyage en mer prévu.

Art. 35. § 1^{er}. Sans préjudice de la disposition de l'article 27, le marin pêcheur a droit à une indemnité supplémentaire pour l'aide, l'assistance et le remorquage d'un autre navire, pour autant que ces actions aient eu des résultats utiles et aient affecté le salaire du marin pêcheur.

§ 2. Le Roi fixe, sur avis de la Commission paritaire de la pêche maritime, les modalités du calcul de l'indemnité supplémentaire visée au paragraphe précédent.

Section 2. — De la perte du droit au salaire et de la retenue sur salaire

Art. 36. Le marin pêcheur qui est absent sans justification au moment où il doit prendre son service ou qui quitte le bord pendant la durée de son contrat d'engagement sans l'autorisation du patron de pêche perd le droit au salaire pour la durée de son absence, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient lui être réclamés par l'armateur ou par les autres membres de l'équipage.

Bij de vaststelling van het bij het vorig lid bedoelde gewaarborgd minimumdagloon kan een onderscheid worden gemaakt op basis van de volgende criteria :

- de brutotonnenmaat van het vissersschip;
- de functie aan boord;
- de vaartijd van de zeevisser;
- de zeegebieden waarin het vissersschip gewoonlijk zijn bedrijvigheid uitoefent.

Het gewaarborgd minimumdagloon mag in geen geval lager zijn dan het gewaarborgd minimum maandinkomen voorwerklieden, omgerekend naar een dagloon.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 wordt onder dagen van de zeereis verstaan alle dagen die vallen binnen het tijdsverloop bedoeld in artikel 2, 4^o, met inbegrip van de werkzaamheden die na het aanleggen van het vissersschip moeten worden verricht, als bedoeld bij artikel 8, lid 2.

De aanwezigheid op zee van ten minste vier uur in de loop van een dag, wordt als een dag van de zeereis beschouwd. Het uitvaren van een vissersschip voor een duur die 24 uur niet overschrijdt, wordt als één dag van de zeereis beschouwd. Het uitvaren van een vissersschip voor een duur die 24 uur of een veelvoud van 24 uur overschrijdt, levert telkens een nieuwe dag van de zeereis op.

§ 3. Indien het variabel loon waarop de zeevisser op grond van artikel 29 recht heeft lager is dan het gewaarborgd minimumloon dat op grond van de §§ 1 en 2 bekomen wordt, dient het verschil te worden bijbetaald door de reder.

Art. 31. § 1. Indien de afvaart van het vissersschip door toedoen van de reder of zijn gemachtigde wordt uitgesteld, dan heeft de zeevisser recht op een vergoeding gelijk aan het gewaarborgd minimumdagloon bedoeld in artikel 30, § 1, vermenigvuldigd met het aantal dagen uitstel.

§ 2. Ontstaat de vertraging door toedoen van een derde, al dan niet bemanningslid, en ontvangt de reder daarvoor een vergoeding, dan heeft de zeevisser recht op de bij § 1 bedoelde vergoeding in verhouding tot de vergoeding die de reder zelf ontvangt.

Art. 32. § 1. Indien het vissersschip wordt opgebracht, indien, het onzwaarlijk wordt verklaard of in geval van beslag onder derden, heeft de zeevisser recht op loon zolang hij aan boord dient te blijven.

§ 2. Indien het oponthoud van het vissersschip langer duurt dan drie opeenvolgende kalenderdagen kunnen de reder, zijn gemachtigde, de schipper en de zeevisser de arbeidsovereenkomst onmiddellijk beëindigen zonder dat de vergoeding bedoeld bij artikel 55, § 1, verschuldigd is.

Art. 33. Indien de zeevisser tijdens de duur van de arbeidsovereenkomst overlijdt, dan zijn het loon en de vergoedingen waarop de zeevisser tot op de dag van zijn overlijden recht had, verschuldigd aan zijn rechtverkrijgenden.

Art. 34. Indien het vissersschip tijdens de duur van de arbeidsovereenkomst vergaat, dan hebben de zeevisser of zijn rechtverkrijgenden recht op een vergoeding overeenstemmend met het overeengekomen loon voor de gehele duur van de geplande zeereis.

Art. 35. § 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 27 heeft de zeevisser recht op een bijkomende vergoeding voor hulp, bijstand en opsleping van een ander schip, voor zover deze daden een nuttig gevolg hebben gehad en het loon van de zeevisser hebben aangetast.

§ 2. Op advies van het Paritair Comité voor de zeevisserij, bepaalt de Koning de berekeningswijze van de bij de vorige paragraaf bedoelde bijkomende vergoeding.

Afdeling 2. — Verlies van het recht op loon en inhoudingen op het loon

Art. 36. De zeevisser die op het ogenblik dat hij zijn dienst moet beginnen ongerechtvaardigd afwezig is of die zich tijdens de duur van de arbeidsovereenkomst zonder toelating van de schipper van boord verwijderd, verliest het recht op loon voor de duur van die afwezigheid, onverminderd de schadeloosstelling welke door de reder of de andere bemanningsleden zou kunnen worden gevorderd.

Section 3. — De la liquidation et du paiement du salaire

Art. 37. § 1^{er}. Le salaire du marin pêcheur doit être payé en monnaie ayant cours légal en Belgique, sauf convention contraire entre les parties. Aucune partie du salaire ne peut être payée en nature.

Le contrat d'engagement ne peut comporter aucune clause permettant à l'armateur d'imposer au marin pêcheur des conditions l'empêchant de disposer librement de son salaire.

§ 2. Lorsque le paiement est effectué en espèces, celui-ci ne peut avoir lieu :

1° ni dans une cantine, dans un local où sont vendues des boissons, des denrées alimentaires ou d'autres marchandises;

2° ni dans un lieu de divertissement;

3° ni dans des locaux attenants aux établissements visés aux points 1° et 2° ou dans des annexes de ceux-ci.

Art. 38. § 1^{er}. Le salaire du marin pêcheur est payé soit au moment fixé dans le contrat d'engagement, soit au plus tard cinq jours ouvrables après l'expiration de celui-ci, selon les modalités qui y sont définies.

§ 2. Lorsque le marin pêcheur est renvoyé au port d'embarquement, le paiement n'est effectué qu'à son retour en Belgique. Une avance à valoir sur le montant qu'il toucherait au moment de la liquidation de son salaire peut être consentie, aux conditions prévues à l'article 39, au marin pêcheur au moment de son débarquement.

§ 3. Une convention collective de travail, rendue obligatoire par le Roi, peut définir les modalités de paiement du salaire.

Section 4. — Des avances sur salaire et des délégations

Art. 39. § 1^{er}. A la demande du marin pêcheur, des avances sur salaire peuvent lui être consenties au début du contrat d'engagement ou pendant la durée de celui-ci.

Une avance demandée au début du contrat d'engagement ne peut excéder deux cinquièmes du montant obtenu en multipliant le salaire journalier minimum garanti, visé à l'article 30, § 1^{er}, par le nombre de jours de voyage prévus.

Une avance demandée pendant la durée du contrat d'engagement ne peut excéder un cinquième du montant visé à l'alinéa précédent.

Il doit être fait mention du paiement des avances dans le contrat d'engagement et cette mention doit être contresignée par le marin pêcheur.

§ 2. Une convention collective de travail rendue obligatoire par le Roi peut définir les modalités de paiement des avances.

Art. 40. Le marin pêcheur peut, au moment de conclure le contrat d'engagement, déléguer tout ou partie de son salaire. Le nom, l'adresse et le numéro de compte du bénéficiaire sont indiqués dans le contrat d'engagement.

Les dispositions de la section 3 sont applicables en cas de liquidation du salaire sur la base d'une délégation.

Art. 41. § 1^{er}. Les avances et les montants déjà versés en vertu d'une délégation ne peuvent pas être récupérés si le contrat d'engagement est résilié par l'armateur ou par suite d'un cas de force majeure.

§ 2. En cas de résiliation du contrat d'engagement par le marin pêcheur, l'armateur peut exiger le remboursement des avances et des montants déjà versés en vertu d'une délégation dans la mesure où ils excèdent le montant du salaire qui est dû au moment de la résiliation.

CHAPITRE VI. — Des soins médicaux, des frais de déplacement et du salaire garanti en cas de maladie ou d'accident

Art. 42. Le présent chapitre règle le droit aux soins médicaux, aux frais de déplacement et au maintien du salaire du marin pêcheur en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident. Pour l'application du présent chapitre, on entend par maladie ou accident, une maladie ou un accident de droit commun, un accident du travail, un accident sur le chemin du travail ou une maladie professionnelle.

Afdeling 3. — Vereffening en betaling van het loon

Art. 37. § 1. Het loon van de zeevisser moet worden uitbetaald in munt die wettelijk gangbaar is in België, behoudens andersluidende overeenkomst tussen partijen. Geen enkel deel daarvan mag in natura worden betaald.

In de arbeidsovereenkomst mogen geen bepalingen voorkomen die de reder toelaten voorwaarden op te leggen, waardoor de zeevisser niet vrij over het loon zou kunnen beschikken.

§ 2. Indien de uitbetaling in speciën gebeurt, mag deze niet worden verricht :

1° in een kantine, in een lokaal waar dranken, eetwaren of andere goederen worden verkocht;

2° in vermaakgelegenheden;

3° in lokalen palend aan de onder 1° en 2° genoemde plaatsen of in aanhorigheden daarvan.

Art. 38. § 1. Het loon van de zeevisser dient te worden uitbetaald hetzij op het tijdstip bepaald in de arbeidsovereenkomst, hetzij uiterlijk vijf werkdagen na het einde van de arbeidsovereenkomst, en op de wijze bepaald in de arbeidsovereenkomst.

§ 2. Indien de zeevisser naar de haven van inscheeping wordt teruggezonden, geschiedt de uitbetaling slechts bij de terugkeer in België. Op het ogenblik van de ontscheeping kan een voorschot op de afrekening worden toegestaan, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 39.

§ 3. Een collectieve arbeidsovereenkomst, door de Koning algemeen verbindend verklaard, kan nadere regels betreffende de vereffening van het loon vaststellen.

Afdeling 4. — Voorschotten op het loon en volmachten

Art. 39. § 1. Op verzoek van de zeevisser kunnen hem, hetzij bij het begin van de arbeidsovereenkomst, hetzij tijdens de duur ervan, voorschotten op het loon worden toegekend.

Indien het voorschot bij het begin van de arbeidsovereenkomst wordt gevraagd, mag dit niet hoger zijn dan twee vijfden van het bedrag dat bekomen wordt door het gewaarborgd minimumdagloon bedoeld bij artikel 30, § 1, te vermenigvuldigen met het aantal dagen van de geplande zeereis.

Indien het voorschot tijdens de duur van de arbeidsovereenkomst wordt gevraagd, mag dit niet hoger zijn dan één vijfde van het bij het vorig lid bedoelde bedrag.

Het uitbetalen van voorschotten dient op de arbeidsovereenkomst te worden vermeld en door de zeevisser te worden ondertekend.

§ 2. Een collectieve arbeidsovereenkomst, door de Koning algemeen verbindend verklaard, kan nadere regels betreffende het uitbetalen van voorschotten vaststellen.

Art. 40. Bij het sluiten van de arbeidsovereenkomst kan de zeevisser zijn loon geheel of gedeeltelijk bij volmacht overdragen. De naam, het adres en het rekeningnummer van de rechtverkrijgende worden op de arbeidsovereenkomst vermeld.

De bepalingen van afdeling 3 zijn van toepassing bij de vereffening van het loon op basis van een volmacht.

Art. 41. § 1. De reeds betaalde voorschotten en de reeds gestorte bedragen op basis van een volmacht kunnen van de zeevisser niet worden teruggevorderd indien de arbeidsovereenkomst wordt verbroken door de reder of door overmacht.

§ 2. In geval de arbeidsovereenkomst verbroken wordt door de zeevisser, kunnen de reeds betaalde voorschotten en de reeds gestorte bedragen op basis van een volmacht, door de reder worden teruggevorderd voor zover zij het loon overtreffen dat op het ogenblik van de verbreking aan de zeevisser verschuldigd was.

HOOFDSTUK VI. — Geneeskundige verzorging, verplaatsingskosten en loonwaarborg bij ziekte of ongeval

Art. 42. Dit hoofdstuk regelt het recht op geneeskundige verzorging, verplaatsingskosten en behoud van het loon van de zeevisser in geval van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder ziekte of ongeval verstaan ziekte of ongeval van gemeen recht, een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar of van het werk of een beroepsziekte.

Pour l'application du présent chapitre, le voyage est réputé avoir débuté au moment où le marin pêcheur a franchi le seuil de son domicile en vue de se rendre sur le navire par l'itinéraire normal, et est réputé avoir pris fin au moment où, après avoir suivi l'itinéraire normal, le marin pêcheur franchit à nouveau ce seuil.

Art. 43. Les dispositions du présent chapitre ne portent en aucune manière préjudice aux droits découlant de la loi sur les accidents du travail, des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, ou de toute autre législation dont on pourrait se prévaloir pour réclamer une indemnité totale ou partielle pour le même préjudice.

Le marin pêcheur devra dès lors épuiser les droits qu'il tient de ces législations avant de pouvoir actionner l'armateur en application des dispositions du présent chapitre.

L'armateur qui verse le salaire garanti ou qui intervient dans les frais pour soins médicaux ou dans les frais de déplacement en application des dispositions du présent chapitre est subrogé de plein droit aux droits du marin pêcheur vis-à-vis des institutions ou des personnes chargées de l'exécution des lois précitées, quel que soit le fondement juridique sur la base duquel elles sont tenues de réparer tout ou partie des mêmes dommages.

Art. 44. L'impossibilité pour le marin pêcheur de fournir son travail par suite de maladie ou d'accident suspend l'exécution du contrat de travail.

Le marin pêcheur est tenu d'informer sans délai l'armateur ou son préposé de son incapacité de travail et de lui faire parvenir aussi rapidement que possible un certificat médical attestant son incapacité.

Art. 45. Le marin pêcheur a droit au paiement, par l'armateur, des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et infirmiers à exposer en cas de maladie ou d'accident survenu au cours du voyage en mer. Il a également le droit de se faire rembourser par l'armateur les frais de déplacement résultant de l'accident ou de la maladie survenu au cours du voyage en mer. Les obligations de l'armateur prennent fin en tout cas à la fin du voyage ou au moment où le marin pêcheur est rapatrié, aux frais de l'armateur, avant la fin du voyage, à son domicile ou dans un établissement hospitalier ou de soins.

Sauf en cas de décès consécutif à un accident de travail, l'armateur prend également à sa charge les frais de rapatriement du marin pêcheur décédé au cours du voyage en mer vers le lieu où la famille souhaite le faire enterrer.

Art. 46. Le marin pêcheur qui, au cours du voyage en mer, devient inapte au travail pour cause de maladie ou d'accident conserve le droit à son salaire à charge de l'armateur pendant toute la durée du voyage en mer. Il ne conserve toutefois le droit à son salaire que pour les jours d'activité ordinaire pour lesquels il aurait pu prétendre à un salaire s'il n'avait pas été dans l'impossibilité de travailler.

Si, toutefois, le marin pêcheur est rapatrié à son domicile avant la fin du voyage en mer il ne conserve ce droit que jusqu'au moment de son rapatriement.

Art. 47. L'armateur qui a consenti des interventions en application des dispositions du présent chapitre peut les récupérer auprès du marin pêcheur ou de ses ayants droit, s'il démontre que la maladie ou l'accident est dû exclusivement à une faute grave du marin pêcheur.

CHAPITRE VII. — *Du rapatriement au domicile*

Art. 48. Le marin pêcheur débarqué à l'étranger a le droit d'être rapatrié à son domicile aux frais de l'armateur du navire de pêche.

Ce droit s'étend aux frais de transport, ainsi qu'aux frais de logement et de nourriture. Ces frais peuvent être récupérés à charge du marin pêcheur si celui-ci a dû être débarqué pour des raisons disciplinaires ou dans le cas visé à l'article 47.

Art. 49. L'article 48 n'est pas applicable si le marin pêcheur a conclu un autre contrat d'engagement dans le port de débarquement.

Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt de zeereis geacht begonnen te zijn vanaf het ogenblik waarop de zeevisser de dorpel van zijn woonplaats verlaat om zich, langs het normale traject, naar het vissersschip te begeven en te zijn beëindigd op het ogenblik waarop de zeevisser, via het normale traject, deze dorpel opnieuw overschrijdt.

Art. 43. De bepalingen van dit hoofdstuk doen op geen enkele wijze afbreuk aan de rechten die voortvloeien uit de arbeidsongevallenwet, de beroepsziektenwet, de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, of enige andere wetgeving op grond waarvan aanspraak kan worden gemaakt op gehele of gedeeltelijke vergoeding wegens dezelfde schade.

De zeevisser zal dan ook zijn rechten op grond van deze wetgevingen dienen uit te putten alvorens de reder op grond van dit hoofdstuk te kunnen aanspreken.

De reder die op grond van de bepalingen van dit hoofdstuk gewaarborgd loon betaalt of bijdraagt in kosten van geneeskundige verzorging of verplaatsingskosten, treedt van rechtswege in de rechten van de zeevisser ten aanzien van de instellingen of personen, belast met de uitvoering van de bovengenoemde wetten, ongeacht de rechtsgrond waarop zij dezelfde schade geheel of gedeeltelijk moeten vergoeden.

Art. 44. De onmogelijkheid voor de zeevisser om zijn werk te verrichten ten gevolge van ziekte of ongeval, schorst de uitvoering van de arbeidsovereenkomst.

De zeevisser is verplicht de reder of zijn gemachtigde onverwijld op de hoogte te brengen van zijn arbeidsongeschiktheid en hem zo spoedig mogelijk een geneeskundig getuigschrift tot staving van die ongeschiktheid te bezorgen.

Art. 45. De zeevisser heeft ten laste van de reder recht op de betaling van de geneeskundige, heelkundige, farmaceutische en verplegingskosten die nodig zijn in geval van ziekte of ongeval overkomen tijdens de zeereis. Hij heeft ten laste van de reder ook recht op de vergoeding van de verplaatsingskosten die voortvloeien uit ziekte of ongeval overkomen tijdens de zeereis. De verplichtingen van de reder eindigen in elk geval bij het einde van de zeereis of op het ogenblik waarop de zeevisser, ten laste van de reder, vóór het einde van de zeereis naar zijn woonplaats of een verplegings- of verzorgingsinstelling aldaar werd teruggebracht.

Behoudens in geval van overlijden ten gevolge van een arbeidsongeval, draagt de reder tevens de kosten voor het overbrengen van de tijdens de zeereis overleden zeevisser naar de plaats waar de familie haar overledene wenst te laten begraven.

Art. 46. De zeevisser die tijdens de zeereis arbeidsongeschikt wordt wegens ziekte of ongeval, behoudt ten laste van de reder zijn recht op loon voor de volledige duur van de zeereis. Hij heeft in dit geval evenwel slechts recht op loon voor de dagen van gewone activiteit waarvoor hij aanspraak had kunnen maken op loon, indien hij niet in de onmogelijkheid had verkeerd om te werken.

Indien de zeevisser evenwel vóór het einde van de zeereis naar zijn woonplaats wordt teruggebracht, behoudt hij zijn recht op loon slechts tot op dat ogenblik.

Art. 47. De reder die op grond van de bepalingen van dit hoofdstuk heeft bijgedragen in kosten, kan deze terugvorderen van de zeevisser of zijn rechthebbenden, wanneer hij aantoonde dat de ziekte of het ongeval enkel te wijten is aan een zware fout van de zeevisser.

HOOFDSTUK VII. — *Terugzending naar de woonplaats*

Art. 48. De in het buitenland ontscheepte zeevisser heeft het recht om op kosten van de reder van het vissersschip naar zijn woonplaats te worden teruggebracht.

Dit recht omvat de kosten van vervoer, logies en voeding. Deze kosten kunnen op de zeevisser worden verhaald, indien de ontscheeping om tuchtredeken diende te gebeuren of in het geval bedoeld in artikel 47.

Art. 49. Artikel 48 is niet van toepassing indien de zeevisser in de haven van ontscheeping een andere arbeidsovereenkomst heeft gesloten.

CHAPITRE VIII. — *Des garanties et des privilèges relatifs au salaire*

Art. 50. La limitation de la responsabilité des propriétaires du navire prévue aux articles 46 et suivants du livre II, titre II, du Code de commerce, n'est pas applicable aux créances résultant, pour le marin pêcheur, des dispositions de la présente loi.

Art. 51. Les créances du marin pêcheur résultant du contrat d'engagement sont privilégiées sur le navire de pêche aux conditions visées à l'article 23 du livre II, titre I^{er}, du Code de commerce.

CHAPITRE IX. — *De la fin et de la rupture du contrat d'engagement*

Art. 52. Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, les engagements résultant des contrats régis par la présente loi prennent fin :

1° par l'achèvement du voyage en mer pour lequel le contrat a été conclu, en ce compris les travaux qui doivent être effectués après l'accostage du navire de pêche, visés à l'article 8, alinéa 2;

2° par la mort du marin pêcheur;

3° par le naufrage du navire de pêche;

4° par la mise en détention du marin pêcheur en tant qu'auteur ou complice d'une infraction;

5° par le débarquement du marin pêcheur pour cause de maladie ou de blessure;

6° par le débarquement immédiat du marin pêcheur pour motif grave en application de l'article 53;

7° par la volonté d'une des parties, en cas de motif grave au sens de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, ou en cas d'application des articles 15, §§ 2 et 3, et 32, § 2;

8° par la force majeure.

Art. 53. L'armateur ou son préposé ne peut exiger le débarquement immédiat du marin pêcheur que si un motif grave, tel que la sécurité du navire ou la tranquillité de l'équipage, le requiert.

En cas de licenciement pour motif impérieux ou de débarquement immédiat pour motif grave, le motif du licenciement doit être inscrit dans le journal de bord.

Art. 54. S'il est mis fin au contrat d'engagement par la volonté d'une des parties ou d'un commun accord alors que le marin pêcheur est en mer, ce contrat ne prend fin qu'à l'arrivée du navire de pêche dans le plus prochain port.

Art. 55. § 1^{er}. La partie qui met fin prématurément au contrat d'engagement est tenue de payer à l'autre partie une indemnité égale au salaire qui est dû jusqu'à la fin du voyage en mer concerné, en ce compris les travaux qui doivent être effectués après l'accostage du navire de pêche, visés à l'article 8, alinéa 2.

§ 2. La disposition du paragraphe précédent n'est pas applicable en cas de :

— résiliation du contrat d'engagement en application des articles 15, §§ 2 et 3, et 32, § 2;

— résiliation du contrat d'engagement pour motif impérieux;

— débarquement immédiat du marin pêcheur pour motif grave, en application de l'article 53.

CHAPITRE X. — *Dispositions particulières*

Art. 56. Les amendes pour infraction à la réglementation de la circulation exceptées, les amendes pénales et administratives concernant le navire de pêche sont à charge de l'armateur. Celui-ci peut récupérer l'amende à charge du patron de pêche s'il démontre que ce dernier a commis l'infraction délibérément ou a commis une faute grave.

HOOFDSTUK VIII. — *Waarborgen en voorrechten met betrekking tot het loon*

Art. 50. De beperking van aansprakelijkheid van scheepseigenaars zoals bedoeld in de artikelen 46 en volgende van Boek II, Titel II van het Wetboek van koophandel, is niet van toepassing op de schuldvorderingen welke voor de zeevisser voortvloeien uit de bepalingen van deze wet.

Art. 51. De schuldvorderingen van de zeevisser welke voortvloeien uit de arbeidsovereenkomst zijn op het vissersschip bevoorrecht onder de voorwaarden bedoeld in artikel 23 van Boek II, Titel I van het Wetboek van koophandel.

HOOFDSTUK IX. — *Einde en verbreking van de arbeidsovereenkomst*

Art. 52. Behoudens de algemene wijzen waarop de verbintenissen te niet gaan, nemen de verbintenissen voortspuitende uit de door deze wet geregelde arbeidsovereenkomst een einde door :

1° door de voltooiing van de zeereis waarvoor de overeenkomst werd gesloten, de werkzaamheden die na het aanleggen van het vissersschip moeten worden verricht, bedoeld in artikel 8, lid 2, inbegrepen;

2° de dood van de zeevisser;

3° het vergaan van het vissersschip;

4° het in hechtenis nemen van de zeevisser als dader of als medeplichtige van een misdrijf;

5° het ontschepen van de zeevisser wegens ziekte of verwonding;

6° de onmiddellijke ontschepping van de zeevisser om ernstige reden met toepassing van artikel 53;

7° de wil van één van de partijen, in geval van een dringende reden, in de zin van artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, of in geval van toepassing van de artikelen 15, §§ 2 en 3 en 32, § 2;

8° overmacht.

Art. 53. De reder of zijn gemachtigde mag slechts eisen dat de zeevisser onmiddellijk wordt ontscheept indien dergelijke maatregel om ernstige reden, zoals de veiligheid van het schip of de gerustheid van de bemanning, noodzakelijk is.

In geval van afdanking wegens dringende reden of van onmiddellijke ontschepping om ernstige reden, dient de reden van de afdanking in het logboek te worden ingeschreven.

Art. 54. Wordt de arbeidsovereenkomst door de wil van één van de partijen, of in onderling akkoord beëindigd terwijl het vissersschip op zee is, dan neemt de arbeidsovereenkomst slechts een einde bij de aankomst van het vissersschip in de eerstvolgende haven.

Art. 55. § 1. De partij die de arbeidsovereenkomst voortijdig beëindigt, is gehouden de andere partij een vergoeding te betalen die gelijk is aan het loon dat verschuldigd is tot het einde van de betrokken zeereis, de werkzaamheden die na het aanleggen van het vissersschip moeten worden verricht, bedoeld bij artikel 8, lid 2, inbegrepen.

§ 2. Het bepaalde in de voorgaande paragraaf geldt niet in geval van :

— de beëindiging van de arbeidsovereenkomst met toepassing van de artikelen 15, §§ 2 en 3 en 32, § 2;

— de beëindiging van de arbeidsovereenkomst om een dringende reden;

— de onmiddellijke ontschepping van de zeevisser om ernstige reden met toepassing van artikel 53.

HOOFDSTUK X. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 56. Met uitzondering van de boetes wegens inbreuken op de verkeersreglementering zijn zowel de strafrechtelijke als administratieve boetes met betrekking tot het vissersschip, ten laste van de reder. Deze kan zich op de schipper verhalen indien hij bewijst dat de schipper het misdrijf opzettelijk heeft begaan of een zware fout heeft gemaakt.

Art. 57. Moyennant l'autorisation du fonctionnaire chargé du contrôle de la navigation désigné à cet effet, les mineurs âgés de quinze ans ou plus et qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire à temps plein peuvent embarquer à bord des navires de pêche durant les périodes au cours desquelles leur présence à l'école n'est pas obligatoire. Ils ne peuvent toutefois pas être considérés comme des membres permanents de l'équipage.

Ils doivent conclure un contrat d'engagement pour la pêche maritime pour la durée d'un seul voyage en mer, ce contrat pouvant, le cas échéant, être renouvelé. La durée du contrat d'engagement ou la durée totale des contrats d'engagement successifs ne peut en aucun cas dépasser la durée des vacances scolaires. Les dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution leur sont applicables.

Les alinéas précédents s'appliquent sans préjudice des dispositions relatives à l'obligation scolaire, des dispositions de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, applicables aux jeunes travailleurs, et des dispositions du titre 1^{er}, chapitre V, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, applicables aux travailleurs mineurs d'âge.

Art. 58. L'armateur est déchargé de tout ou partie des obligations relatives au paiement du salaire, du salaire garanti, de l'indemnité, de l'indemnité supplémentaire ou des frais visés aux articles 23, 30, § 3, 31, § 1^{er}, 34, 35, 45, 46 et 48, pour autant que ces obligations incombent au Fonds de sécurité d'existence du secteur en vertu d'une convention collective de travail rendue obligatoire par le Roi.

Art. 59. Les actions naissant du contrat d'engagement régi par la présente loi sont prescrites un an après la cessation de celui-ci ou cinq ans après le fait qui a donné naissance à l'action, sans que ce délai puisse excéder un an après la cessation du contrat.

Art. 60. Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal, sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 500 euros ou de l'une de ces peines seulement :

1° l'armateur, ses préposés ou mandataires qui emploient des personnes en violation de la disposition de l'article 3, alinéa 1^{er};

2° l'armateur, ses préposés ou mandataires qui ont enfreint la disposition de l'article 30, § 3;

3° l'armateur, ses préposés ou mandataires qui ont enfreint les dispositions des articles 37, 38, §§ 1^{er} et 2, et 40, alinéa 2;

4° l'armateur, ses préposés ou mandataires, et les travailleurs qui ont fait obstacle au contrôle prévu par la présente loi.

Art. 61. En ce qui concerne les infractions prévues à l'article 60, 1° et 2°, l'amende est appliquée autant de fois qu'il y a de personnes occupées en violation de l'article 3, alinéa 1^{er}, sans que son montant puisse excéder 50.000 euros.

Art. 62. En cas de récidive dans l'année qui suit une condamnation, la peine peut être portée au double du maximum.

Art. 63. L'armateur est civilement responsable des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires sont condamnés.

Art. 64. § 1^{er}. Toutes les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, le chapitre V excepté, mais le chapitre VII compris, sont applicables aux infractions visées par la présente loi.

§ 2. L'article 85 du même Code est applicable aux infractions visées par la présente loi sans que le montant de l'amende puisse être inférieur à 40 % du montant minimum visé par la présente loi.

Art. 65. L'action publique résultant de l'infraction aux dispositions visées à l'article 60 se prescrit par cinq ans à compter du fait qui a donné naissance à l'action.

Art. 66. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Roi surveillent le respect des dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires exercent cette surveillance conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail.

Art. 57. Minderjarigen die 15 jaar of ouder zijn en die niet meer onderworpen zijn aan de voltijdse leerplicht mogen, mits toestemming van de daartoe aangewezen ambtenaar belast met de scheepvaartcontrole, tijdens de periodes van niet verplichte aanwezigheid op school inschepen aan boord van vissersschepen. Zij mogen echter niet als een vast lid van de bemanning worden aanzien.

Zij dienen een arbeidsovereenkomst wegens scheepdienst voor de zeevisserij te sluiten voor de duur van één zeereis, welke desgevallend kan worden hernieuwd. De duur van de arbeidsovereenkomst of de totale duur van de opeenvolgende arbeidsovereenkomsten mag in geen geval de duur van de schoolvakantie overschrijden. De bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten zijn op hen van toepassing.

Vorige leden gelden onverminderd de toepassing van de bepalingen die de leerplicht regelen, van de bepalingen van de arbeidswet van 16 maart 1971 die van toepassing zijn op jeugdige werknemers en van de bepalingen van titel I, hoofdstuk V van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten die van toepassing zijn op minderjarige werknemers.

Art. 58. De reder is geheel of gedeeltelijk ontslagen van de verplichtingen inzake de betaling van loon, van gewaarborgd loon, van een vergoeding, een toekomstige vergoeding of van kosten, zoals bepaald bij de artikelen 23, 30, § 3, 31, § 1, 34, 35, 45, 46 en 48, voor zover bij een collectieve arbeidsovereenkomst, door de Koning algemeen verbindend verklaard, het Fonds voor bestaanszekerheid van de sector met die verplichtingen wordt belast.

Art. 59. De rechtsvorderingen die uit de door deze wet geregelde arbeidsovereenkomst ontstaan, verjaren één jaar na het eindigen van deze overeenkomst of vijf jaar na het feit waaruit de vordering is ontstaan, zonder dat deze termijn één jaar na het eindigen van deze overeenkomst mag overschrijden.

Art. 60. Onverminderd de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met een geldboete van 26 tot 500 euro of met een van die straffen alleen :

1° de reder, zijn aangestelden of lasthebbers die personen tewerkstellen in strijd met de bepaling van artikel 3, lid 1;

2° de reder, zijn aangestelden of lasthebbers die zich schuldig hebben gemaakt aan overtreding van de bepaling van artikel 30, § 3;

3° de reder, zijn aangestelden of lasthebbers die zich schuldig hebben gemaakt aan overtreding van de bepalingen van de artikelen 37, 38, §§ 1 en 2 en 40, tweede lid;

4° de reder, zijn aangestelden of lasthebbers en de werknemers die het krachtens deze wet geregelde toezicht hebben verhinderd.

Art. 61. Voor de in artikel 60, 1° en 2°, bedoelde misdrijven, wordt de geldboete zoveel maal toegepast als er personen in strijd met de bepaling van artikel 3, eerste lid, worden tewerkgesteld; het bedrag van de geldboete mag evenwel niet hoger zijn dan 50.000 euro.

Art. 62. Bij herhaling binnen een jaar na een vorige veroordeling, kan de straf op het dubbel van het maximum worden gebracht.

Art. 63. De reder is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers zijn veroordeeld.

Art. 64. § 1. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van hoofdstuk V maar met inbegrip van hoofdstuk VII, zijn van toepassing op de bij deze wet bepaalde misdrijven.

§ 2. Artikel 85 van hetzelfde wetboek is van toepassing op de bij deze wet bepaalde misdrijven, zonder dat het bedrag van de geldboete lager mag zijn dan 40 % van het bij deze wet bepaalde minimumbedrag.

Art. 65. De strafvordering wegens overtreding van de bepalingen bedoeld bij artikel 60 verjaart door verloop van vijf jaar na het feit waaruit de vordering is ontstaan.

Art. 66. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie, houden de door de Koning aangewezen ambtenaren toezicht op de naleving van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze ambtenaren oefenen dit toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

Art. 67. La commission paritaire de la pêche maritime, qui a été consultée en application de la présente loi, communique son avis dans les trois mois suivant la demande; à défaut, à l'expiration de ce délai, il peut y être passé outre.

Art. 68. Chaque année, au sein de la commission paritaire de la pêche maritime, un débat d'évaluation est consacré à l'exécution et à l'applicabilité de la présente loi. Le cas échéant, la commission paritaire formule un avis sur la question à l'adresse des ministres compétents.

Art. 69. Dans l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, il est inséré un 38^o, libellé comme suit :

« 38^o l'employeur qui se rend coupable d'infractions visées à l'article 60 de la loi du 3 mai 2003 portant réglementation du contrat d'engagement pour la pêche maritime et améliorant le statut social du marin pêcheur. »

Art. 70. La loi du 5 juin 1928 portant réglementation du contrat d'engagement maritime est abrogée dans la mesure où elle a trait au contrat d'engagement pour la pêche maritime.

Art. 71. Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux contrats d'engagement pour la pêche maritime conclus après la date de son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'article 70, les contrats en cours relèvent des dispositions de la loi du 5 juin 1928 portant réglementation du contrat d'engagement maritime jusqu'au moment où ils prennent fin.

Art. 72. La présente loi entre en vigueur à une date à fixer par le Roi, à l'exception de l'article 3, alinéa 2, qui entre en vigueur le jour de la publication de la loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

La Ministre de la Mobilité et des Transport,
Mme I. DURANT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) *Documents de la Chambre des représentants :*

50-1728 - 2001/2002 :

N^o 1 : Proposition de loi de MM. Verlinde, Goutry, Willems et Tavernier.

50-1728 - 2002/2003 :

N^o 2 : Addendum.

N^o 3 Amendements.

N^o 4 : Rapport.

N^o 5 : Texte adopté par la commission.

N^o 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 1^{er} avril 2003.

Documents du Sénat :

2-1581 - 2002/2003 :

N^o 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

N^o 2 : Rapport.

N^o 3 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 4 avril 2003.

Art. 67. Het Paritair Comité voor de zeevisserij dat met toepassing van deze wet werd geraadpleegd, deelt zijn advies mee binnen drie maanden nadat het verzoek is gedaan; zoniet mag, na het verstrijken van die termijn, eraan voorbijgegaan worden.

Art. 68. Jaarlijks wordt binnen het Paritair Comité voor de zeevisserij een evaluatiebespreking gewijd aan de uitvoering en de toepasbaarheid van deze wet. Het Paritair Comité brengt hierover desgevallend advies uit aan de bevoegde ministers.

Art. 69. In artikel 1 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, wordt een 38^o ingevoegd, luidende :

« 38^o de werkgever die zich schuldig maakt aan de overtredingen bedoeld bij artikel 60 van de wet van 3 mei 2003 tot regeling van de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij en tot verbetering van het sociaal statuut van de zeevisser. »

Art. 70. De wet van 5 juni 1928 houdende regeling van de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst wordt opgeheven in zoverre zij betrekking heeft op de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst voor de zeevisserij.

Art. 71. De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de arbeidsovereenkomsten wegens scheepsdienst voor de zeevisserij die gesloten worden na de datum van haar inwerkingtreding.

In afwijking van artikel 70, vallen de lopende overeenkomsten tot op het ogenblik waarop zij een einde nemen onder de bepalingen van de wet van 5 juni 1928 houdende regeling van de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst.

Art. 72. Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum, met uitzondering van artikel 3, tweede lid, dat in werking treedt de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) *Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :*

50-1728 - 2001/2002 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heren Verlinde, Goutry, Willems en Tavernier.

50-1728 - 2002/2003 :

Nr. 2 : Addendum.

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 1 april 2003.

Stukken van de Senaat :

2-1581 - 2002/2003 :

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 4 april 2003.